



4 211158 660008
Parlement Européen
Rue Wiertz ASP05E246
1047 Bruxelles

• **Bilan de santé de la PAC : accord le 20 novembre 2008**



Lire en page 2

• **Ratification de la Constitution vers l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne ?**



Lire en page 5

• **Les minutes de la provocation du Parlement européen à Prague**



Lire en page 10

Une présidence française en trompe-l'œil

Éditorial

Nous voilà presque au terme de la Présidence française de l'Union européenne. La crise financière, pourtant annoncée depuis des mois, mais qui a paru surprendre tout le monde, a permis à Nicolas Sarkozy d'apparaître comme un homme d'action, là où Bruxelles semblait engluée dans ses lenteurs dogmatiques et bureaucratiques. Mais même à ce stade, le moins que l'on puisse dire est que le bilan du Petit Nicolas est plus que mitigé.

La PFUE, comme on dit dans la novlangue en vigueur dans les institutions européennes, avait affiché quatre priorités, à usage plus franco-français qu'européen d'ailleurs. **La première:** la politique d'immigration et d'asile. Le Pacte de Brice Hortefeux présenté comme une volonté de contrôler l'immigration légale et de lutter efficacement contre l'immigration clandestine, vient de voler en éclat avec l'annonce de la régularisation massive, par l'Italie, de 170000 immigrés illégaux et les chiffres sans cesse revus à la hausse des pauvres hères qui échouent sur les côtes européennes et dont on doute qu'ils soient jamais renvoyés chez eux. Côté immigration légale, la "carte bleue", pendant européen de la "Green Card" américaine, est sur les rails et organise un pillage systématique des élites du tiers-monde. Un socle commun de droits (sociaux et économiques notamment) ouverts aux ressortissants des pays non membres de l'UE, a été défini, sans que jamais s'y rattache un quelconque devoir, pas même une connaissance minimale de la langue du pays d'accueil. L'Institut Thomas

More, qui tient sur internet un baromètre de la présidence française, a pu noter l'accomplissement de cette priorité 9/10. C'est effectivement la note qu'elle mérite s'il s'agit d'organiser la submersion de l'Europe et le dumping social et salarial, sur nos territoires même, des professions qualifiées.

Deuxième priorité: la politique agricole commune. La réforme de cette politique historique de l'union européenne arrive à mi-parcours. En ligne de mire: la disparition d'une politique volontariste à horizon 2013, la primauté donnée au marché, le découplage total des aides d'avec la production et la suppression de toute mesure de protection ou de soutien à l'agriculture européenne dans les relations commerciales internationales. La présidence française de l'UE ambitionnait d'infléchir la réforme en cours et de définir les principes de la PAC pour l'après 2013. Compte tenu de la crise alimentaire mondiale, un compromis boiteux a été trouvé sur le premier point, compromis qui ne satisfait vraiment personne, à commencer par les agriculteurs. Sur le second, la France a fait chou blanc.

Troisième priorité: le fameux paquet "énergie climat", nom donné à un ensemble de textes européens portant sur les normes d'émission de CO2, le stockage du carbone, le système d'échange des quotas d'émission, les normes de pollution des voitures ou encore les énergies renouvelables. Objectif sous forme de slogan: "20-20-20 en 2020", soit réduire les émissions de gaz

Suite en page 12

Babel parle anglais

En bref

Le commissaire au multilinguisme, Leonard Orban, est dénoncé par les défenseurs des langues officielles de la Communauté (association *Athena*) comme voulant favoriser l'anglais comme langue unique. Il concentre en effet son action non pas sur ces langues officielles (déjà au nombre de 23), mais sur toutes les autres : langues minoritaires, dialectes, langues des travailleurs immigrés... et les place au même niveau. Selon l'association *Athena*, cette approche, tactique traditionnelle du British Council, « **banalise les langues officielles et, du même coup, fait exploser l'appétence d'une langue vernaculaire unique y inclus à l'intérieur des pays multilingues** ». Et quelle langue donc, à part l'anglais ?

L'UE contre les bébés

En bref

La Commission traîne la Pologne devant la Cour de Justice européenne. Crime commis : ce pays pratique un taux réduit de TVA sur les vêtements et les accessoires pour bébés, tous produits que les directives fiscales de Bruxelles ne prévoient pas d'avantager. La Commission cependant se défend d'en vouloir aux tout petits en indiquant qu'en revanche, la Pologne peut recourir à d'autres moyens, comme les subventions directes ou les abattements fiscaux aux particuliers. Ce qui n'est pas forcément plus simple ou moins coûteux à mettre en œuvre. Voilà comment, au nom de directives mal conçues dont plusieurs Etats demandent la remise à plat, on met en péril une politique familiale.

« Bilan de santé » de la PAC : accord le 20 nov

Les ministres de l'agriculture des 27 sont parvenus à un accord à la majorité qualifiée sur le bilan de santé de la PAC le jeudi 20 novembre 2008 à Bruxelles. Michel Barnier, ministre français de l'agriculture et président en exercice de l'Union européenne s'est félicité de cet accord en ces termes : *"Nous disposons d'une boîte à outils qui nous permet d'avoir davantage de protections pour les agriculteurs à travers des systèmes d'assurance et d'aider davantage les producteurs qui en ont vraiment besoin, comme l'élevage des ovins"*.

Est-ce vraiment un progrès pour les agriculteurs et un succès pour la PAC ? Il est permis d'en douter et ce, pour plusieurs raisons. Certes, la gestion des risques sera mieux assurée (contribution financière des Etats au paiement de primes d'assurance, fonds de mutualisation...) et les Etats pourront décider d'utiliser, à partir de 2010, jusqu'à 10 % de leurs plafonds nationaux de droits au paiement en vue d'octroyer un soutien aux agriculteurs (zones de montagne, zones écologiquement vulnérables, secteur bovin, ovin, caprin, laitier...).

Mais ceci est l'arbre qui cache la forêt. J-M Lemétayer¹, Président de la FNSEA et du COPA (Comité des Organisations Professionnelles Agricoles) ne s'y est d'ailleurs pas trompé : **"nous ne voyons pas comment les mesures décidées pour les secteurs vont permettre de sécuriser le revenu des producteurs européens surtout dans la situation actuelle de crise"**.

Il ne faut pas oublier que le bilan de santé de la PAC, réforme qui ne veut pas dire son nom, a pour but de permettre aux agriculteurs de l'Union européenne de mieux répondre aux signaux et aux attentes du marché tout en garantissant une "plus juste" concurrence sur le marché mondial. Pour cela, il convient de renforcer la compétitivité des produits européens ce qui, dans le cadre

de la mondialisation, est pratiquement impossible à réaliser. Va-t-on baisser la sécurité sanitaire, les salaires, les critères environnementaux, le bien-être animal, les prix agricoles, les normes de qualité pour être concurrentiel sur le marché mondial ? C'est toute la question du cycle de Doha sur les négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'OMC.

A cet égard, l'orientation générale de la réforme, appelée abusivement **"bilan de santé de la PAC"**, est claire : dans la pratique, tous les instruments de gestion du marché, d'intervention ou de régulation pour éviter la situation de crise en cas de surproduction sont soit supprimés soit maintenus mais avec un plafond fixé à zéro. Ce filet de sécurité qui était une garantie pour les agriculteurs disparaît comme le souhaitaient la Commission européenne et les Etats les plus anti-agricoles (Royaume-Uni, Suède, Pays-Bas, Pays Baltes).

A côté de cela, trois dangers doivent d'être soulignés :

• **en matière de modulation** (réduction des aides directes et des dépenses de marché pour les affecter au budget du développement rural), le taux va passer de 5 % actuellement à 10 % en 2012. Quelle est la profession qui accepterait de voir son revenu amputé de 10 % sans contrepartie ? C'est

pourtant ce qui va se produire avec la réforme. A budget constant, on va retirer de l'argent à Pierre pour en donner à Paul, au titre du développement rural avec un cofinancement national obligatoire. Il s'agit, nous dit-on, de relever les défis qui se posent à l'agriculture comme le changement climatique, les énergies renouvelables, la gestion de l'eau ou la biodiversité. En quoi le changement climatique concerne-t-il plus les agriculteurs que l'industrie lourde ou l'industrie automobile ? Les énergies renouvelables sont-elles l'apanage de l'agriculture ? La gestion de l'eau est-elle de la seule compétence des agriculteurs ? On voit bien que le budget de la PAC (53 milliards d'euros en 2009) servira également à d'autres destinataires qui n'ont qu'un rapport lointain avec l'agriculture.

• **les quotas laitiers** : l'accord intervenu le 20 novembre stipule que les quotas laitiers seront augmentés de 1 % par an entre 2009 et 2013 et que la Commission devra analyser la situation du marché du lait en 2010 et en 2012. Compte-tenu du retournement de la conjoncture après l'explosion des prix en 2007, il n'est pas impossible que cette augmentation des quotas de 5 % conduite mécaniquement à une baisse importante des prix payés aux producteurs avant le grand saut dans l'inconnu que constitue la disparition des

quotas laitiers en 2015. A 31 centimes d'euro en mars 2009, le prix du lait sera ramené en France à celui de 1992!

Un pays comme la France qui n'a pas utilisé l'intégralité de son quota en 2007/2008 a tout à perdre de cette réforme qui va, en revanche, favoriser les usines à lait du nord de l'Europe, surtout Danemark et Pays-Bas. Enfin, en matière d'occupation du territoire, de maintien des zones de montagne ou sensibles, la réforme va à l'encontre d'une saine politique d'aménagement du territoire.

Enfin, en matière de découplage (suppression du lien entre montant des aides et quantités produites), la réforme prévoit que seules les primes à la vache allaitante et les primes ovines et caprines échapperont au découplage total des aides. L'objectif du découplage est d'obliger l'agriculteur à s'adapter au marché et de ne plus produire des productions agricoles invendables. Le problème est que dans certaines régions pauvres, on ne peut faire que de la vigne, du riz, ou n'élever que des moutons. Ce sont des raisonnements de technocrates que de penser que les agriculteurs sont interchangeables et que ces terres se valent quelle que soit leur situation géographique ou leur qualité agronomique. Autre défaut du système : puisqu'il n'existe plus de lien entre le montant des aides et les quantités produites, on peut imaginer un agriculteur qui ne produise plus rien et continue, en revanche, à percevoir des aides en vertu des droits à paiement (les fameux DPU), qu'ils existent sur une base historique ou relèvent d'un système régionalisé.

Cette réforme d'étape

n'est cependant rien par rapport à la grande réforme qui aura lieu en 2013 avec la révision des perspectives financières et le nouveau système des ressources propres communautaires (évolution des dépenses et des recettes dans un sens plus communautaire et moins national).

Le budget de la PAC, aujourd'hui 40 % du budget total de l'Union européenne, n'en sera plus en 2013 que 32 % avec en filigrane une renationalisation de la PAC, liée à une réorientation des dépenses vers des secteurs d'avenir, créateurs d'emplois et générateurs de croissance.

Les contempteurs de la PAC ne semblent pas voir que l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire sont un des atouts principaux de l'Europe, dans un monde globalisé. L'agriculture, secteur stratégique, non délocalisable, créateur d'emplois, garant de la diversité des paysages et de la biodiversité, facteur d'indépendance alimentaire et de sécurité sanitaire, mérite d'être défendue et soutenue contre vents et marées.

A ce titre, elle devrait bénéficier à l'OMC d'une exception « agricole » car elle n'est pas une marchandise comme les autres mais un bien fragile soumis aux aléas des saisons, des maladies, des épizooties.

Olivier Destouches
Bruxelles, le 3/12/2008

¹ J-M. Lemétayer conduira la liste UMP dans la grande région Ouest aux élections européennes



Héroïne

En bref

Selon l'observatoire européen des drogues, la consommation d'héroïne est en augmentation dans l'UE, et le nombre de morts par overdose de cette drogue également (6873 morts en 2007). L'héroïne vient principalement... d'Afghanistan, où, paraît-il, les récoltes ont atteint des records en 2006 et 2007. La consommation de cocaïne continue elle aussi d'augmenter (3,5 millions d'Européens âgés de 15 à 34 ans en auraient consommé en 2007), ainsi que celle de cannabis (17 millions d'Européens, soit 7 % de la population totale en auraient consommé en 2007).

Remarquable

En bref

Tel est bien le site de l'institut roumain des politiques publiques (www.ippro-mep.eu), disponible en roumain et en anglais, qui entend mettre à la disposition des citoyens les outils nécessaires pour évaluer leurs députés européens. On y trouve des renseignements sur leur assiduité, leurs interventions, leurs votes et même leur respect de la discipline vis-à-vis de leur groupe politique ou de leur « nationalité ». Hélas, il ne couvre que la période allant d'octobre 2007 à mai 2008 et pourrait même fermer faute de moyens financiers. Mais même sur cette brève période, c'est une mine d'informations.

**La Rédaction d'Identités
vous souhaite de joyeuses
fêtes de fin d'année. À 2009 !**

200 milliards d'euros

C'est la somme annoncée par l'Union européenne pour son plan de soutien au pouvoir d'achat et à la croissance... sauf que 170 de ces 200 milliards proviennent des budgets nationaux et que l'UE n'est là que pour dire aux Etats comment les employer: essentiellement dans le rendement énergétique, la recherche verte et de grandes infrastructures. Pas de quoi rassurer les travailleurs européens en voie de paupérisation. D'autant que ce plan, qui représente 1,5 % du PIB européen, est loin d'égaliser les plans de relance américains (5 % du PIB) ou même chinois (15 % du PIB).

2000 milliards d'euros

Là c'est plus sérieux: c'est la somme que les Etats membres de l'UE sont prêts à consacrer pour sauver le secteur bancaire via une série de mesures telles que l'injection d'argent, les garanties de dépôt, les couvertures de prêts interbancaires, les nationalisations partielles, etc... Comparaison n'est pas raison mais n'est pas inutile non plus! 200 milliards pour l'emploi et le pouvoir d'achat, 10 fois plus pour les banques.

-0,2 %

C'est la prévision de croissance, ou plutôt, de la décroissance, de la zone euro pour le troisième trimestre 2008. Comme d'habitude la zone euro (quinze pays) fait moins bien que l'UE à 27, dont le PIB stagnera (0 % de prévision de croissance).

Ratification de la Constitution européenne : ver

Après quelques semaines d'une agitation frénétique de Nicolas Sarkozy et une négociation éclair, le traité de Lisbonne a été signé le 13 décembre 2007. Version complexifiée de la Constitution européenne, le traité doit être ratifié par l'ensemble de ses 27 signataires pour pouvoir entrer en vigueur et ratifié si possible rapidement, pour pouvoir s'appliquer dès le 1er janvier 2009, avant les élections européennes et la nomination de la nouvelle Commission.

Ouvrant le feu à peine l'encre des signatures séchées, le Parlement hongrois votait dès le 17 décembre en faveur de la ratification du traité de Lisbonne. En cinquième position, malgré l'espoir de Nicolas Sarkozy, la France, où le Parlement a effectué un véritable marathon parlementaire pour modifier la Constitution le 4 février 2008 et autorisé la ratification du traité le 7. C'est dire la profondeur des débats! Le peuple, en tout cas, pourtant favorable à 61 % à une consultation référendaire, en aura été très largement écarté.

Tout se passa bien, les ratifications parlementaires succédant aux ratifications parlementaires, **jusqu'au référendum irlandais (unique consultation populaire, ô combien révélatrice) et à l'éclatante victoire du « non »**, à la veille de la Présidence française de l'Union européenne. Vaclav Klaus, le très euroseptique Président de la République Tchèque était alors le seul leader politique européen à déclarer le traité « mort »! Se succédèrent alors agitations diplomatiques sarkoziennes et barrosiennes, sommation faite à l'Irlande de trouver une solution pour ratifier quand même, et poursuite du processus de ratification dans les pays qui ne l'avaient pas encore fait, afin d'isoler le réfractaire et de faire pression sur son peuple.

En cette fin d'année, où en somme-nous?

Un seul pays n'a pas ratifié: la République Tchèque, dont le Premier ministre a promis que tout serait terminé avant 2009 et dont le Président a clairement indiqué qu'il ne signerait (sa signature est impérative pour entériner le vote parlementaire) que si l'Irlande, de son propre chef, adoptait le traité. Le Président polonais, dans la même situation, a déclaré la même chose. A priori donc, le processus est suspendu par deux Etats au moins. Quant à l'Irlande, qui doit présenter la solution réclamée au Sommet européen de Bruxelles en décembre, elle devrait obtenir des garanties juridiques pour conserver son autonomie fiscale, sa neutralité, son interdiction de l'avortement et conserver son commissaire

européen. D'accord ou pas d'accord avec le maintien de la règle du « un commissaire par Etat membre », ses vingt-six partenaires ont décidé de ne pas s'y opposer, alors que la diminution de la taille de la Commission était considérée comme une réforme institutionnelle majeure. Cela devrait permettre au gouvernement Irlandais d'organiser un nouveau référendum au premier semestre 2009 et au traité d'entrer en vigueur à l'automne.

Tous les problèmes ne sont pas réglés pour autant. Le Royaume-Uni s'inquiète en effet de la nature et des modalités des dérogations accordées à l'Irlande, qui pourraient être de nature à modifier le Traité lui-même et donc imposer... une nouvelle ratification dans ce pays...

• Allemagne

23 mai 2008. La chambre haute du parlement allemand, le Bundesrat, a ratifié à une large majorité le traité de Lisbonne, un mois après son adoption par le Bundestag.

• Autriche

9 avril 2008. Le Parlement autrichien a autorisé la ratification du traité de Lisbonne par 151 voix contre 27.

• Belgique

10 juillet 2008. Les chambres flamandes et bruxelloises ont ratifié le texte.

• Bulgarie

21 mars 2008. Ratification du traité de Lisbonne par la Bulgarie.

• Chypre

3 juillet 2008. Le Parlement de la République de Chypre a ratifié le traité de Lisbonne par 31 voix contre 17.

• Danemark

24 avril 2008. Le Parlement monacal danois a ratifié le traité de Lisbonne par 90 voix contre 25.

• Espagne

15 juillet 2008. Les sénateurs espagnols ont adopté le traité de Lisbonne par 232

entrée en vigueur du Traité de Lisbonne ?

Traité

voix contre 6 et formalisé ainsi la ratification déjà validée par la Chambre des députés.

• Estonie

11 juin 2008. Le Parlement estonien a approuvé le projet de loi de ratification du traité de Lisbonne avec 91 voix pour et 1 voix contre.



• Finlande

11 juin 2008. Le Parlement finlandais a ratifié le traité de Lisbonne par 151 voix pour et 27 voix contre.



• France

14 février 2008. La France a ratifié le traité de Lisbonne le 14 février 2008, date de parution au Journal officiel de la loi autorisant la ratification du traité européen.



• Grèce

11 juin 2008. Le Parlement grec a autorisé la ratification du traité par 250 voix contre 42.



• Hongrie

17 décembre 2007. Ratification du traité par la Hongrie. Les parlementaires hongrois ont approuvé le texte par 325 voix pour, 5 contre et 11 abstentions.



• Irlande

12 juin 2008. Les Irlandais ont rejeté à 53,4 % par référendum le traité de Lisbonne.



• Italie

31 juillet 2008. Les députés italiens ont approuvé à l'unanimité la ratification du traité européen de Lisbonne, une semaine après le feu vert des sénateurs.



• Lettonie

8 mai 2008. Le Parlement letton a approuvé le texte en seconde lecture par 70 voix contre 3.



• Lituanie

8 mai 2008. En Lituanie, 83 députés se sont prononcés en faveur du traité contre 23 qui s'y sont opposés.



• Luxembourg

29 mai 2008. Par un vote quasi unanime (1 voix contre), la Chambre des députés du Luxembourg a approuvé le projet de loi de ratification du traité de Lisbonne.



• Malte

29 janvier 2008. Ratification du traité par Malte à l'unanimité.



• Pays Bas

8 juillet 2008. Le Sénat a ratifié le traité de Lisbonne par 60 voix sur 75.



• Pologne

2 avril 2008. Alors que la Diète (la chambre basse) a approuvé le texte à 384 voix pour, 56 contre et 12 abstentions ; le Président polonais a déclaré qu'il ne signerait la ratification que si l'Irlande acceptait le nouveau traité.



• Portugal

23 avril 2008. Le Parlement portugais a ratifié à une large majorité le traité de Lisbonne, signé par les chefs d'Etat ou de gouvernement sous présidence portugaise en décembre 2007. Le texte a été adopté par 208 voix pour et 21 contre.



• Roumanie

4 février 2008. La Roumanie a ratifié le traité européen. Le Parlement roumain a approuvé le texte à 387 voix pour et une contre.



• Royaume-Uni

19 juin 2008. La chambre des Lords a adopté le projet de loi de ratification du traité de Lisbonne le 18 juin. La Reine a apposé son sceau le lendemain matin.



• Slovaquie

10 avril 2008. Le Parlement slovaque a ratifié le traité de Lisbonne par 103 voix contre 5.



• Slovénie

29 janvier 2008. Ratification du traité de Lisbonne par la Slovénie. 74 députés slovènes ont voté en faveur du texte et 6 s'y sont opposés.



• Suède

20 novembre 2008. Le parlement suédois a donné son feu vert au traité malgré l'opposition, minoritaire, des Verts et de la gauche.



• La République Tchèque

devrait ratifier courant décembre le Traité. mais de sources bien informées, cette ratification devrait repousser en 2009.



Les Chiffres
Les Chiffres
Les Chiffres

+ 42,7 %

C'est l'augmentation du chômage en Espagne entre novembre 2007 et novembre 2008. Le nombre de chômeurs se rapproche ainsi des 3 millions, dans un pays qui fut l'un des plus dynamiques d'Europe ces dernières années. Rien qu'en octobre et novembre 2008, le nombre de chômeurs a augmenté de 364000 personnes.

1497

C'est le nombre de rapports déposés en séance plénière au Parlement entre juillet 2004 et septembre 2008. Sur la même période, 1957 propositions de résolutions ont été également déposées. Ces textes ont donné lieu à 38203 amendements et 21476 votes. Ils ont été débattus et adoptés au cours de 250 séances parlementaires, ayant duré au total 1834 h 37. Un temps bien court, en réalité, si l'on garde à l'esprit que parmi ces textes figuraient 1197 procédures législatives soit presque autant de "lois" européennes s'imposant aux Etats et aux citoyens. **Qui a dit que l'Europe de Bruxelles produisait beaucoup de paperasserie, de bureaucratie et de contraintes ?**

2015

Selon une étude d'Eurostat, c'est l'année où, dans les 27 pays de l'Union européenne, le nombre de décès dépassera celui des naissances. A partir de cette date, le solde migratoire positif serait le seul facteur de croissance démographique. Censé constater des faits, ou des tendances, Eurostat se permet donc de donner une solution politique: pour pallier le vieillissement et la diminution de la population européenne, il faut intensifier l'immigration !

Source : www.touteurope.fr

Libéralisation du marché postal

Janvier

Malgré les améliorations apportées au texte initial de la Commission et le compromis proposé par le Parlement européen visant notamment à différer la libéralisation totale du marché postal au 31 décembre 2010, le texte qui nous est représenté en deuxième lecture par le Conseil n'est toujours pas satisfaisant.

Il ne l'est pas, car il ne fait que régler sommairement et au minima les questions et problèmes soulevés concernant notamment le financement du service universel, l'obligation de distribution du courrier cinq jours par semaine ou encore l'égalité de traitement des territoires ainsi que

l'existence d'un tarif unique du timbre. Il ne l'est pas, car **l'insécurité juridique résulte de tous ces points.**

En réalité ce texte, aux seules vertus consensuelles durement acquises, ne fait que retarder les incontournables conséquences non maîtrisées d'une ouverture du secteur postal à la concurrence.

Les projets de l'Union européenne vont se traduire inévitablement par une recrudescence des fermetures de bureaux de poste, des suppressions d'emploi à grande échelle et une course au moins-disant sur les salaires et les conditions de travail du secteur postal en Europe.



Deux choses m'ont choqué dans le rapport Deprez sur le terrorisme. La première, c'est le silence sur une des causes principales de la menace terroriste en Europe : **l'afflux migratoire incontrôlé de populations ne désirant pas s'intégrer ou s'assimiler, mais au contraire désireuses**

Terrorisme et flux migratoires

Février

de vivre selon leurs propres lois dans leurs sociétés "d'accueil", et même de les leur imposer.

La deuxième, c'est **la culpabilisation** : selon vous, l'Europe n'en fait jamais assez dans le renoncement à ce qu'elle est, à ses identités nationales et à sa civilisation commune. Elle n'en fait jamais assez dans la relativité de ses valeurs, au nom de la tolérance et du "droit à la différence". Elle n'en fait jamais assez dans la discrimination des siens au profit des éléments étrangers, de nationalité, de culture ou de civi-

lisation, qui vivent sur son territoire. Elle serait, au fond, responsable de ce qui lui arrive. Mais les auteurs des attentats de Londres étaient des citoyens britanniques, nés sur le territoire britannique, disposant de statuts professionnels enviables! **Ni exclus, ni victimes : en guerre!**

Le fait est que les sociétés multiculturelles et communautarisées que vous appelez de vos vœux sont des sociétés par nature multiconfliktuelles. Et que ce sont nos reniements qui alimentent la haine et le mépris.

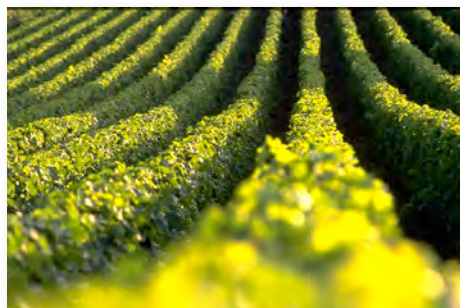
Dans l'hémicycle
Dans l'hémicycle

Politique Agricole Commune

Mars

Le bilan de santé de la PAC établi par la Commission n'est pas un bilan, c'est une nouvelle réforme inavouée. Et **un pas supplémentaire vers la réorganisation économique du monde à laquelle l'Europe de Bruxelles travaille depuis des années, dans le sillage de Washington.** Aux pays du Sud et aux États-Unis, l'agriculture. Au Nord : les services et l'industrie, en concurrence sauvage avec les pays émergents.

L'agriculture européenne est purement et simplement sacrifiée et va bientôt être livrée aux seules forces du marché. Marché truqué d'ailleurs, puisqu'on l'expose sans défense aux importations, en même temps qu'on lui dénie l'accès aux marchés extérieurs.



Or, **l'agriculture n'est pas un secteur comme les autres.** Parce qu'elle sert à nourrir les hommes, elle participe de l'indépendance et de la souveraineté nationales. Parce que la qualité de l'alimentation conditionne la santé publique. Parce que cultiver la terre détermine l'aménagement du territoire, la

protection de l'environnement, la biodiversité, la gestion de l'eau, l'animation et le peuplement des zones rurales... mais reste un acte productif.

Renoncer à toute politique volontariste en matière agricole est pire qu'un crime, c'est une faute. Et il est dommage que malgré quelques bonnes choses, le rapporteur n'ait pas remis en cause cette logique.

La trentaine de rapports votés aujourd'hui, portant décharge de la gestion des fonds communautaires par les multiples institutions et agences que compte l'Union européenne, montre qu'il y a contrôle des dépenses. Et que c'est justement ce contrôle qui permet de mettre en lumière les dysfonctionnements, les gabegies, les abus, dans la gestion des fonds structurels, dans celle de l'aide extérieure, etc... Une partie d'entre eux du moins. Mais ils montrent aussi que le Parlement a choisi d'approuver la gestion des finances européennes, malgré tout.

C'est donc un acte politique de soutien à la machine Bruxelloise dont il est un rouage, plus qu'un exercice critique. Il est vrai qu'il est parti-

culièrement concerné, après l'établissement d'un rapport d'audit sur les frais d'assistance parlementaire mettant en lumière ses propres insuffisances. Et il est symptomatique de constater que la transparence que ce parlement est si prompt à demander à d'autres, à tous les autres – Conseil, Commission, Etats membres, agences... – ne vaut visiblement pas pour lui. Car **ce rapport explosif pour la réputation de cette maison n'est pas accessible au public, pas même à l'ensemble des députés**. Prendre des mesures correctives *a posteriori* ne suffit pas à absoudre les faits, qui sont graves.

Garder ces faits secrets ne les fera pas disparaître.

Réchauffement climatique

Dans les années 60, le parlement français, acquis aux bienfaits de la planification, votait chaque année un taux de croissance pour l'économie et pensait en décider, car le hasard fit plusieurs années de suite que la croissance réelle fut celle qu'il avait votée. En lisant le rapport de M. Florenz, j'ai la même impression: celle que **ce Parlement entend voter la température mondiale!**

Entendons-nous bien: ce que je critique, ce n'est pas la nécessité, pour l'homme, de veiller à son environnement, à la préservation de l'immense diversité de la nature ou, pour les économies, de trouver des moyens de mieux utiliser, pour les économiser, les ressources naturelles. C'est **le sacrifice rituel à la nouvelle religion**

du climat et à ses nouveaux gourous, ces scientifiques orientés qui jettent l'anathème sur tous ceux dont les travaux vont à l'encontre de leurs conclusions intouchables.

C'est la stigmatisation systématique de l'Homme, réputé mauvais, et tout particulièrement de l'homme occidental et européen. C'est la repentance institutionnalisée. **C'est le suicide industriel et économique de la seule Europe sur l'autel du prétendu réchauffement climatique**, sans bénéfice pour l'environnement au niveau mondial, mais avec les pires conséquences humaines et sociales pour les populations européennes.

C'est pourquoi j'ai voté contre ce rapport.

Et aussi, consultables sur le site: www.gollnisch.com les autres interventions de Bruno Gollnisch

Décembre 2007

- Rapport sur la prétendue montée de l'extrémisme en Europe
- Relations commerciales avec la Chine
- Libéralisation du marché des pièces de rechange
- Rapport sur la prétendue montée de l'extrémisme en Europe
- Fiscalité des états membres (TVA)

Janvier 2008

- Coopération contre le terrorisme
- Activités nucléaires en Iran
- Réchauffement climatique
- Statut de l'Office européen de police (Euro-pol)
- Compétitivité du secteur automobile

Février 2008

- Traité de Lisbonne
- Traité de Lisbonne (suite)
- Politiques économiques et sociales

Mars 2008

- Situation au Tibet
- Autonomie des personnes âgées
- Mise sous tutelle des fiscalités nationales

Avril 2008

- Commerce mondialisé et "droits de l'homme"
- Normes comptables et respect de la puissance publique
- Contre une nouvelle pompe aspirante de l'immigration

- Lutte contre le trafic d'organes
- Données actualisées sur les évolutions migratoires

Mai 2008

- Droit pénal commun au sein de l'Union
- Turquie
- Politique économique de l'Union
- Lutte contre les discriminations
- Contrôle démocratique sur la Commission européenne
- Clarification et encadrement des rapports avec les "lobbies"

Juin 2008

- Sommet UE/Russie
- Casiers judiciaires européens

- 2010, année de la lutte contre la pauvreté
- Contre un service douanier européen unique
- Droits de douane préférentiels
- Contre la dépossession des États membres de leurs politiques étrangères et de défense
- Rejet des propositions du Président Sarkozy
- Contre un marché transfrontalier de services financiers de détail

Juillet 2008

- Élargissement: la Turquie en point de mire
- Modalités antidémocratiques de constitution des groupes parlementaires
- Modalités antidémocratiques de constitution des groupes parlementaires (2)
- Emploi: suicidaire politique immigrationniste de l'UE
- Investissements internationaux: les fonds

Directive « Retour »

Les immigrationnistes ont mené une campagne de désinformation contre cette directive sur l'expulsion des clandestins, qu'ils appellent directive "de la honte". **Ce n'est que la comédie politicienne bien rodée entre gauche et droite:** la gauche proteste pour obtenir des droits supplémentaires pour les immigrés, qu'elle obtient, tout en donnant à la droite un label de fermé factice.

En réalité, ce texte tel qu'amendé organise beaucoup plus les droits des clandestins expulsables et leur maintien en Europe qu'il ne garantit leur retour.

Juin

La rétention en centres fermés? Un dernier recours, extrêmement encadré. Sa durée de 18 mois? Ce n'est qu'une limite supérieure, exceptionnelle: les Etats qui ont des plafonds légaux inférieurs les conserveront. Le délai de départ volontaire? Il évite aux intéressés l'interdiction du territoire de l'Union. Et les Etats sont invités à procéder au moindre prétexte à une régularisation.

Autrement dit, la France, qui a la législation la plus laxiste d'Europe, ne sera pas obligée d'en changer ni de la durcir! Mais M. Sarkozy pourra faire croire le



contraire, servi en cela par les gesticulations théâtrales de la gauche. C'est seulement en raison des quelques aspects positifs de ce document que nous l'avons voté, considérant que le politique du pire est toujours la pire des politiques.

Marche forcée vers une justice européenne unique

Ce rapport ne nous prend pas en traître. Dès son paragraphe 1, il fixe son but: **la création d'un ordre unique européen.**

En effet ce rapport, véritable pamphlet en faveur du droit communautaire, sollicite une participation plus étroite et une responsabilisation plus grande des juges nationaux dans la mise en œuvre du droit communautaire. Ainsi, il est suggéré que la législation communautaire et la jurisprudence apparentée

soient intégrées au plus vite dans les codes nationaux.

La fusion des ordres juridiques nationaux et communautaire est ainsi poursuivie sans qu'à aucun moment on ne se pose la question de l'excès de normes communautaires, de leur rédaction confuse, de leur fréquent manque de cohérence.

Que l'on s'oriente vers la simplification et la codification de la législation communautaire est certes une bonne

chose. Il en va de même de l'adoption de règlements garantissant la sécurité juridique; je pense notamment à ceux relatifs à l'harmonisation de la gestion des conflits de lois. Toutefois, **la jurisprudence de la Cour de Justice se révèle souvent dangereuse pour le respect des droits nationaux qui se voient imposer de façon contraignante ses principes et ses dogmes** et ce, même s'ils s'avèrent contraires aux traditions juridiques les mieux établies des États membres.

Juillet

Dans l'hémicycle
Dans l'hémicycle

Crise financière

Septembre

Ce Parlement croit à la bienfaisance intrinsèque des marchés financiers, à leur capacité de résilience et d'autorégulation, pour peu qu'existe un minimum de règles uniques au niveau européen et peut-être mondial.

Mais ce que prouve la crise actuelle est exactement le contraire. **C'est la désintermédiation financière, l'intégration européenne mondiale du secteur financier, la libre circulation généralisée des capitaux, la financiarisation de l'économie mondialisée, le jeu d'un marché fou qui crée des produits toujours plus complexes, toujours plus déconnectés de l'activité économique réelle, qui nous ont menés à l'abîme.** C'est la nation qui est protectrice et ce sont les décisions des États qui comptent dans le contexte actuel.

Le système de la prétendue libre concurrence internationale a atteint ses limites et doit être changé. A



commencer par l'Union européenne elle-même, dont les politiques et les orientations idéologiques sont en partie responsables de la situation. Elle prouve aujourd'hui sa totale inutilité, puisque ce sont les États qui agissent et réagissent. Elle prouvera demain sa capacité de nuisance puisqu'elle se réserve la possibilité de sanctionner, au nom de la concurrence, les mesures nationales de sauvegarde.

Oui, il est temps d'en finir avec cette Europe-là.

Monsieur le Président du Conseil et de la République française, nous discutons des soins palliatifs à apporter aux malades, mais nous sommes bien discrets sur les causes de la maladie. Comment aucune institution de l'Union n'a vu venir la crise actuelle ? Ni le Conseil, ni la Commission, ni la Banque centrale, ni même, mes chers collègues, notre Parlement, ni aucun des gouvernements des États membres ! Crise prédite, il est vrai, par une poignée seulement d'économistes, comme le prix Nobel Maurice Allais, et de responsables politiques, essentiellement de notre famille d'esprit, comme une fois de plus, Jean-Marie Le Pen. *Vox clamens in deserto*, hélas !

La crise est cependant d'évidence celle du système euromondialiste, du libre-échange sans freins, du terrifiant découplage entre la fiction financière et nos réalités économiques et industrielles déclinantes, qui pourraient demain faire l'objet de fonds souverains d'États tiers profitant de la situation actuelle. Votre activité même, Monsieur le Président, témoigne de l'inadaptation de l'Union : réunion à quatre, le samedi 4 octobre, pas à vingt-sept ; réunion bilatérale avec la seule Allemagne le 11 ; réunion des quinze membres, seulement, de l'Eurogroupe ; réunion avec le Président des États-Unis d'Amérique pour le convaincre d'organiser encore une autre réunion théoriquement refondatrice de tout le système à laquelle seraient conviés, si l'on comprend bien, six seulement des

vingt-sept États de l'Union, les USA, le Japon, la Russie, l'Inde et la Chine.

Je ne préjuge pas de l'utilité de ces réunions. Je dis qu'il s'agit là du retour à une diplomatie bilatérale ou multilatérale qui montre bien que privée de réactivité, empêtrée dans des normes bureaucratiques, boulimique de compétences qu'elle n'est pas capable d'exercer, l'Union est un cadre dépassé. Le compte rendu du Conseil européen en témoigne si l'on sait lire entre les lignes. Il ratifie vos initiatives, il supplie à mots couverts la Banque centrale de desserrer un peu l'étau des critères de Maastricht, mais il ne décide rien.

Vous avez évoqué la situation en Géorgie et vos efforts. Mais comment ne pas voir que la reconnaissance unilatérale de l'indépendance du Kosovo pavait la voie à celle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ? Comment justifier l'extension indéfinie de l'OTAN au moment où le pacte de Varsovie a lui-même disparu ?

Monsieur le Président, la voie à suivre est autre. **Elle implique une rupture radicale avec le système mondialiste, la complète remise en cause des bienfaits prétendus du brassage universel des personnes, des marchandises et des capitaux.** La défense non équivoque de nos indépendances et de nos identités, ce n'est pas s'isoler, c'est, au contraire, la condition du retour de notre influence dans le monde.

« Carte Bleue » européenne

Novembre

La Carte bleue européenne, prétendument réservée aux travailleurs hautement qualifiés, offrant à ses bénéficiaires la liberté de circulation et d'installation dans tous les États membres de l'Union européenne, sera une nouvelle pompe aspirante pour une immigration qui ne sera pas plus contrôlée au niveau de l'Union qu'elle ne l'est aujourd'hui dans bien des pays au niveau national.

Ouvrant un droit instantané au regroupement familial et sans réelle limite de temps, elle encouragera une immigration permanente de peuplement. Elle est l'organisation bureaucratique du nouvel esclavage moderne, qui choisit désormais ses victimes sur diplôme, et non pour leurs muscles ou leur dentition. Elle privera les pays en développement des cerveaux dont ils ont tant besoin, aggravant leur situation économique et garantissant la poursuite sans fin d'une immigration illégale croissante.

Elle instaure un seuil de rémunération minimal totalement aberrant et arbitraire, ne tenant aucun compte de la réalité ni des secteurs ni des métiers concernés. **Avec une double conséquence prévisible : l'entraînement vers le bas**

des salaires des Européens les plus qualifiés, qui seront encore plus tentés qu'aujourd'hui de s'expatrier hors d'Europe ; l'exploitation des immigrés, avec l'absence de garantie pour eux d'obtenir des salaires vraiment à la hauteur de leurs qualifications.

Ce texte est totalement inacceptable.



les autres interventions de Bruno Gollnisch (suite)

"souverains"

- Banque centrale européenne

Septembre 2008

- Pauvreté en Europe
- Reliques européistes
- "libéralisation" des services au niveau mondial
- Droit du contrat en Europe
- Sanctions communautaires dans le domaine des droits de l'homme
- Nouveau texte de l'Union contre la liberté d'expression
- L'usine à gaz de la fiscalité européenne
- Situation en Géorgie

Octobre 2008

- Piraterie en mer au large de l'Afrique
- Liberté d'expression en Europe
- "Principe de proportionnalité" et dumping social
- Commémoration de l'Holodomor, la Grande famine en Ukraine (1932-1933)
- Problèmes matrimoniaux
- Ressources propres de l'Union européenne
- Destruction des États-nations
- Agences européennes
- Divorces pour les "couples internationaux"

Novembre 2008

- Avenir des régimes de sécurité sociale et de pensions
- Socle de droits communs pour les travailleurs immigrés
- Statistiques européennes
- Levée d'immunité de Frank Vanhecke
- Education et sensibilisation des consommateurs en matière de finances et de crédit
- 10e anniversaire de l'Union économique et monétaire

Voici l'intégralité des propos (du moins tels que j'ai pu les traduire) tenus au Château de Prague le 5 décembre dernier par les représentants du Parlement européen et le président tchèque Vaclav Klaus. En contravention avec les usages diplomatiques, Vaclav Klaus a décidé de publier le texte de l'entretien après les commentaires que Cohn-Bendit a faits de cette réunion. Il a déclaré en effet que Vaclav Klaus était « paranoïaque » et que toute la discussion avec le président tchèque avait été « folle ». On peut y voir toute l'arrogance de l'Europe de Bruxelles à l'égard d'un président démocratiquement élu d'une nation européenne souveraine. Pour combien de temps encore ?

• **Vaclav Klaus** (Président de la République tchèque) - Je suis très heureux de vous accueillir au Château de Prague aujourd'hui. J'attendais cet entretien, car je sais que mes vues et mes attitudes sont souvent diabolisées et caricaturées dans les médias, et c'est une occasion de parler de nos positions de façon directe et non faussée. Je suis celui qui a toujours dit que la République tchèque n'avait pas d'alternative à l'adhésion à l'UE. C'est moi qui ai déposé la première demande tchèque en 1996. C'est moi qui ai signé le traité d'adhésion. Au seuil de la présidence tchèque de l'UE, je suis convaincu que nous pouvons la gérer sans problème. Le gouvernement et toutes les autres autorités de la République tchèque l'ont préparée de façon responsable.



présidence tchèque, qui ne sera pas facile, car elle aura une incidence sur la prochaine campagne électorale pour le Parlement européen et sur les problèmes longuement discutés au sein de l'UE qui ne parvient pas à les clore. Il s'agit du paquet climat, même si la France a l'ambition de négocier cette question avant la fin de l'année, puis du traité de Lisbonne, et l'on connaît la grande différence qu'il y a entre votre opinion et celle du Parlement européen. Les socialistes européens vont se battre pour qu'il soit ratifié. Le traité de Lisbonne est nécessaire, inévitable, absolument nécessaire. Je sais que, à cet égard, vous avez des vues quelque peu controversées, Monsieur le Président.

sur l'architecture de la "maison européenne" mais il est important de la maintenir.

• **Daniel Cohn-Bendit** (Président des Verts) - Je vous ai apporté un drapeau, que, dit-on, on voit partout ici au Château de Prague... C'est le drapeau de l'Union européenne, et je le mets ici devant vous.



Cela va être une rude présidence. La République tchèque devra s'occuper de la directive travail et du paquet climat. Le paquet climat de l'UE est moindre que ce que notre groupe aurait souhaité. Il sera nécessaire de tenir sur ce minimum. Je suis certain que le changement climatique représente à la fois un risque et un danger pour la poursuite du développement de la planète. Mes vues sont fondées sur des analyses scientifiques et l'approbation de la majorité du Parlement européen. Je sais que vous n'êtes pas d'accord avec moi. Vous pouvez croire ce que vous voulez, je suis certain que le réchauffement global est une réalité, ce n'est pas une question de croyance.

Le traité de Lisbonne: votre opinion ne m'intéresse pas. Je veux savoir ce que vous allez faire quand la chambre des députés de la République tchèque et le Sénat l'auront approuvé. Est-ce que vous respecterez la volonté démocratique des représentants du peuple? Vous devez le signer!

D'autre part, je veux que vous m'expliquiez quel est votre degré d'amitié avec l'Irlandais M. Ganley. Comment pouvez-vous rencontrer un homme dont les sources de financement ne sont pas claires? Vous n'avez pas à le rencontrer dans l'exercice de vos fonctions. C'est un homme dont les finances viennent de sources problématiques et qui veut maintenant les utiliser pour financer sa campagne aux élections européennes.

• **VK** - Je dois dire que personne ne m'a parlé

• **Hans-Gert Pöttering** (Président du Parlement européen) - Je vous remercie pour votre accueil. Je suis au Parlement européen depuis 1979, toute ma vie est au service de l'Europe. Que la République tchèque soit désormais un État membre et préside l'Union européenne, c'est un miracle, dont on ne pouvait rêver il y a trente ans. Je voudrais présenter les excuses de notre collègue Joseph Daul [président du groupe PPE], qui avait une visite prévue de longue date en Finlande, mais je crois comprendre que vous l'avez personnellement rencontré ici, au Château de Prague il y a quelques semaines. Il est de tradition que chacun des membres de la Conférence des présidents du Parlement européen ait la possibilité de poser des questions. Le premier collègue sera M. Schulz.



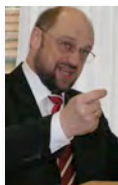
• **MS** (plaisantant) - Je suis actuellement célèbre au Parlement européen comme quelqu'un qui n'est pas controversé, donc vous pouvez comprendre...

• **Graham Watson** (Président du groupe ADLE [libéraux]) - Monsieur le Président, nous connaissons tous l'allemand, l'anglais, le français, l'espagnol et l'italien. La diversité linguistique dans l'Union européenne est une grande valeur. Je souhaite que votre présidence soit un succès. Elle sera dominée par la nécessité de faire face à la crise économique et financière. Il est important de continuer à exécuter l'agenda de Lisbonne. L'histoire a montré que trouver une solution est possible dans la solidarité européenne, qui nous a permis d'arrêter les Russes en Géorgie, et qui nous permettra de trouver des solutions à la crise financière. La plupart des problèmes d'aujourd'hui sont de nature transnationale et leur solution ne peut être trouvée qu'au niveau transnational.



Nous pouvons avoir des vues différentes

• **Martin Schulz** (Président du groupe socialiste) - En ce qui concerne le groupe des sociaux-démocrates, je tiens à dire que nous sommes prêts à soutenir la





sur ce ton et d'une telle manière au cours de ces six dernières années. Vous n'êtes pas sur ces barricades de Paris ici. Je pensais que ces procédés étaient terminés depuis 19 ans, mais je vois que je me trompais. Je ne vous ai pas demandé comment sont financées les activités des Verts. Si vous souhaitez avoir une discussion rationnelle pendant cette demi-heure, monsieur le président, veuillez donner la parole à quelqu'un d'autre.

• **HGP** - Non, nous avons tout le temps. Mon collègue va continuer, parce que chacun des membres du Parlement européen peut vous demander ce qu'il veut. (A Cohn-Bendit) Allez, poursuivez.

• **VK** - C'est incroyable. Je n'ai jamais vu cela avant.

• **DCB** - Parce que vous ne m'aviez jamais vu. Avec le président Havel nous nous sommes toujours bien entendus. Et dites-moi, quelle est votre position concernant la loi anti-discrimination? Et je vous parlerai de vos financements...

• **Brian Crowley** (président du groupe UEN)- Je suis irlandais et membre d'un parti de gouvernement. Toute sa vie, mon père s'est battu pour l'indépendance contre la domination britannique. Beaucoup de mes parents ont perdu la vie. Par conséquent je peux me permettre de dire que les Irlandais veulent le traité de Lisbonne. En allant rencontrer Ganey pendant votre visite en Irlande, vous vous êtes rendu coupable d'une insulte envers le peuple irlandais. Cet homme n'a pas expliqué le financement de sa campagne. C'est une énorme insulte envers le peuple irlandais que d'avoir rencontré quelqu'un qui n'a pas le mandat électif. Je veux seulement vous informer de ce que les Irlandais ressentent.



J'espère que vous serez en mesure de réaliser votre programme. Qu'il permettra de faire valoir ce que veulent les citoyens européens.

• **Francis Wurz** (Président communiste du groupe GUE) - Le président français a exprimé que le bouclier anti-missile n'est pas bon pour l'Europe. Je



voudrais vous demander votre position sur ce sujet, monsieur le Président.

• **Hanne Dahl** (co-présidente du groupe ID [indépendance et démocratie])- Monsieur le Président, je vous remercie. Je ne vous donnerai pas de drapeau, parce que dans mon pays on considère que la décence impose de mettre le drapeau de notre hôte en même temps que le nôtre. Ce sont de mauvaises manières que de mettre un seul drapeau. M. Pöttering vous dira probablement que sur de nombreux sujets je ne partage pas les vues de la Conférence des présidents du Parlement européen, mais je suis très heureuse de vous rencontrer en personne. Je suis en désaccord sur la politique climatique, et avec le concept d'économie de marché de l'UE.



Comme vous l'avez dit, on ne doit pas être diabolisé en Europe, et je suis satisfaite de ce que je vous ai entendu dire aujourd'hui. Vous n'êtes pas le diable, mais un président courageux qui défend ses opinions. Je suis d'accord avec vous que le débat doit se poursuivre en Europe. Il est nécessaire d'assurer un haut taux de participation aux prochaines élections au Parlement européen. Il est impératif que l'Union européenne permette des désaccords. Il est permis de contester une directive, mais il n'est pas permis de contester les traités... Je suis fière que vous n'acceptiez pas tout ce qui vient de Bruxelles.

• **Irena Belohorská** (non-inscrite) - Je vais parler en anglais, même si je sais que vous comprenez le slovaque, monsieur le Président. Le traité de Nice est un contrat entre 15 pays, mais l'UE s'est étendue, le traité de Lisbonne est un traité entre 27 pays, et donc je suis malheureuse lorsque le chef de l'un des nouveaux Etats membres agit contre le traité auquel nous travaillons tous ensemble.



• **VK** - Je vous remercie pour cette expérience que je fais à vous rencontrer. Je n'avais pas la moindre idée que quelque chose de ce genre soit possible, et au cours de ces 19 dernières années, je n'ai jamais rien entendu de semblable. Je pensais que cela appartenait au passé, que nous vivions en démocratie, mais

ce qui gouverne l'UE, c'est vraiment la post-démocratie.

Vous avez parlé de valeurs européennes. Les valeurs européennes sont d'abord et avant tout la liberté et la démocratie, le respect des citoyens des Etats membres de l'UE: elles sont aujourd'hui en train de disparaître de l'Union européenne. Il est nécessaire de les défendre et de déployer tous les efforts pour elles.

Avant tout, je tiens à souligner ce que pense la majorité des citoyens de la République tchèque, que notre adhésion à l'UE est sans alternative. C'est moi qui ai demandé l'adhésion à l'UE en 1996 et qui ai signé le traité d'adhésion en 2003. Il y a une organisation interne de l'UE, mais il y a beaucoup d'alternatives. Considérer l'une d'entre elles comme sacrosainte, intouchable, dont il n'est pas possible de douter ou qu'il n'est pas possible de critiquer, c'est contraire à la nature même de l'Europe.

En ce qui concerne le traité de Lisbonne, je ferai remarquer qu'il n'est pas non plus ratifié par l'Allemagne. Le traité constitutionnel, dont émane le traité de Lisbonne, a été rejeté par référendum dans deux autres pays. Si M. Crowley parle d'une insulte au peuple irlandais, alors je dois dire que la plus grande insulte envers le peuple irlandais est de ne pas accepter le résultat du référendum irlandais. Je suis allé en Irlande pour rencontrer quelqu'un qui représente une majorité dans son pays. Vous, M. Crowley, vous représentez une opinion qui est minoritaire en Irlande. C'est un résultat tangible du référendum.

• **BC** - Sauf votre respect, M. le Président, ce n'est pas à vous de dire ce que pensent les Irlandais. En tant qu'irlandais, je le sais bien mieux.

• **VK** - Je ne spécule pas sur ce que pensent les Irlandais. Je constate la seule donnée mesurable, qui a été apportée par le référendum.

Dans notre pays, le traité de Lisbonne n'est pas ratifié parce qu'il n'est pas encore passé devant notre Parlement. Ce n'est pas la faute du Président. Attendons la décision des deux chambres du Parlement. C'est la phase actuelle du processus de ratification, dans laquelle le Président ne joue aucun rôle. Je ne peux pas signer le traité aujourd'hui, il n'est

pas sur mon bureau, c'est au Parlement de prendre sa décision à l'heure actuelle. Mon rôle viendra après une éventuelle approbation du traité au Parlement.

En ce qui concerne le paquet climat, le gouvernement tchèque s'en occupera; il y a des décisions plus rationnelles à prendre sur cette question.

La loi anti-discrimination: je suis convaincu que c'est une très mauvaise loi, mais en ce qui concerne son adoption, même si je le voulais, je ne pourrais avoir aucune influence. Elle est au Parlement, et c'est lui qui aura le dernier mot.

M. Watson a noté l'agenda de Lisbonne – cette question est presque oubliée. En vérité elle est oubliée...

La crise financière: je crois que sur la crise financière le gouvernement tchèque sera du côté des partisans d'un processus rationnel. Il ne serait pas sage, sous prétexte de lutter contre les crises, de liquider la liberté du marché. Je pense que la République tchèque a dans cette situation un certain avantage. Elle a connu une crise bancaire et financière dans les années 97-98. Les banques ont depuis lors un comportement très responsable, et elles sont maintenant exposées à des risques excessifs. Maintenant, c'est un avantage.

Le bouclier anti-missile: je tiens à dire que la République tchèque est libre de décider elle-même et de choisir ce qu'elle juge pertinent. Pour beaucoup de gens dans notre pays, et pour moi, la question est celle de la promotion des liens transatlantiques. Je m'attends à ce que dans un avenir prévisible le traité soit ratifié.

• **HGP** - Avant mon dernier mot je donne la parole à mon collègue Schulz.

• **MS** - L'Union européenne est une union d'États souverains et non pas une fédération. Je comprends ce que vous dites sur le non irlandais, qu'il doit être respecté. Mais qu'en est-il du respect des votes de l'électorat en Espagne et au Luxembourg qui, à une majorité significative, a dit oui au traité de Lisbonne?

• **VK** - L'UE a la règle de l'unanimité, elle doit être respectée. L'UE ne peut fonctionner que si elle respecte ses propres règles et principes. Il est nécessaire de revenir à la déclaration de Laeken et de renégocier le traité de Lisbonne. Il est nécessaire de décentraliser, de parler de la façon de restituer le pouvoir au niveau

national, plus proche des citoyens, de la façon de permuter le supranationalisme en intergouvernementalisme.

• **HGP** - Avant de dire un dernier mot, je tiens à dire que la Conférence des présidents du Parlement européen a examiné la date de votre venue au le Parlement européen, et vous propose le 19 février. Enfin, je tiens à le dire - et je veux quitter cette salle en bons termes – il est plus qu'inacceptable que vous nous compariez à l'Union soviétique. Chacun de nous a des racines profondes dans son pays et dans sa circonscription. Nous respectons la liberté et la démocratie, et nous sommes pour la réconciliation en Europe. Nous soutenons la présidence tchèque, nous sommes de bonne volonté, mais nous ne sommes pas naïfs.

• **VK** - Je ne vous ai pas comparés à l'Union soviétique, je n'ai pas dit les mots "Union soviétique". J'ai seulement dit que je n'ai pas connu une telle atmosphère, un tel style de débat, au cours des 19 dernières années en République tchèque, réellement...

Je vous remercie de m'avoir donné cette occasion de vous rencontrer, en tant que membres du Parlement européen. C'est une expérience différente de celle des réunions avec les présidents et Premiers ministres des États membres de l'UE...

Traduction de: **Yves Doudal**

avec l'aimable autorisation de l'auteur. Cet article a été extrait du n° 15 (11/12/08) de l'hebdomadaire *Daoudal Hebdo*



• Contact: *Daoudal Hebdo*. BP 33. F 78440 Gargenville.
• www.daoudal-hebdo.info

carbonique de 20 %, augmenter la part des énergies renouvelables à 20 % de la consommation globale, augmenter l'efficacité énergétique de 20 %. Principaux obstacles: le calcul des quotas d'émission par pays, qui pour l'instant pénalise les pays de l'Est; les risques de "fuite carbone", c'est à dire de délocalisations (le mot est, sur ce dossier, devenu tabou); l'encouragement des biocarburants, considérés pourtant comme partiellement responsables de la flambée des matières premières alimentaires... La présidence française a été contrainte à de nombreuses renégociations, tant avec les Etats membres qu'avec l'industrie automobile, crise mondiale oblige. Résultat: l'accouchement de ce paquet "phare" du politiquement correct ambiant, nécessaire pour présenter un front européen uni dans les prochaines négociations internationales, se fera dans la douleur et sous la forme d'un compromis que beaucoup trouveront tiède et les autres ruineux et aberrant pour l'économie européenne.

Quatrième priorité: relancer l'Europe de la défense. Là, c'est plutôt raté, ne serait-ce que parce que la France elle-même sabre dans ses budgets militaires. que "l'Europe" (quelques pays en fait) est arrivée au maximum de ses capacités d'intervention extérieure, et que nombre de pays ne voient pas l'intérêt de ce projet bien moins crédible à leurs yeux que l'OTAN. Les quelques avancées obtenues se résument à la mise en commun très limitée de quelques moyens, notamment maritimes, et à la modernisation de certains matériels.

Mais le tableau ne serait pas complet si l'on n'y ajoutait le traitement de la crise financière et économique par Nicolas Sarkozy, essentiellement son traitement médiatique d'ailleurs. Car l'action du Président français, dans le cadre de l'UE, a surtout consisté à faire apparaître comme une action européenne et unitaire la juxtaposition de mesures nationales, et les plans de relance et de soutien des Etats comme financés par le budget européen, ce qui est faux. **Mensonge destiné à masquer la leçon première de cette crise: face aux dérèglementations abusives et au caractère nuisible du système économique et financier mondialisé, c'est dans la nation qu'est le salut!**

Bruno Gollnisch